

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 4 (1976)

DOI: 10.11588/fr.1976.0.48631

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

ETIENNE FRANÇOIS

UNE VILLE DE RESIDENCE ENTRE LA TRADITION  
ET LES LUMIÈRES:  
COBLANCE AU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE

Dans l'esprit de nombre d'historiens, le nom de Coblençe est avant tout associé à l'émigration et à la contre-révolution. Ce ne sont pourtant point ces aspects spectaculaires mais somme toute passagers et marginaux qui nous ont fait nous intéresser à cette ville mais bien plutôt sa médiocrité relative. Capitale de l'Electorat de Trèves pendant l'essentiel du XVIII<sup>e</sup> siècle, Coblençe paraissait une ville assez représentative de ces nombreuses *Residenzstädte* qui marquèrent si fortement le paysage urbain de l'Empire au dernier siècle de son existence; surtout, le chiffre peu élevé de sa population – de 7000 à 8000 habitants – invitait à tenter sur cette «analyse de cas» une saisie minutieuse et une approche aussi quantifiée que possible de ses structures démographiques et sociales.<sup>1</sup>

Mais pour atteindre cet objectif quelque peu présomptueux pour un étranger, il fallait d'abord résoudre bien des difficultés. Car si les archives de la ville de Coblençe et plus encore celles du gouvernement électoral couvrent de vastes rayons aux Archives d'Etat de Coblençe, elles sont trop souvent composées soit de pièces individuelles impossibles à ordonner en série, soit de registres volumineux mais non répertoriés et par conséquent inexploitable, tels par exemple les *Staatskonferenzprotokolle* ou les procès-verbaux de délibération du Conseil. Quant aux sources susceptibles d'une utilisation quantitative, elles sont non seulement peu abondantes, mais aussi souvent d'un maniement délicat, à l'exception seulement de celles des dernières années de l'Ancien Régime – ce qui par ailleurs témoigne de l'efficacité accrue d'administrations gagnées aux idées de l'«Aufklärung». Ainsi les registres paroissiaux qui se sont révélés ces dernières années comme une des sources d'histoire sociale les plus fécondes, livrent-ils une masse d'informations surabondante – plus de 30 000 actes de baptême pour le siècle – et pourtant lacunaire: les délivrances ne figurent à côté des mariages que dans la seconde moitié du siècle, les sépultures ne sont enregistrées dans leur intégralité qu'à

<sup>1</sup> Cet article reprend les principales conclusions d'une thèse de 3<sup>e</sup> cycle préparée sous la direction de M. P. Jeannin et soutenue en juin 1974 à l'Université de Paris X (Nanterre) devant un jury composé de MM. R. Mandrou, P. Jeannin et G. Cabourdin. Etant donné la nature de cet article, aucune référence n'y sera indiquée. Les lecteurs trouveront dans l'ouvrage original les justifications de ce qui est avancé ici.

partir des années 1760 et l'absence de signature des actes interdit toute statistique sur les niveaux d'alphabétisation. Les rôles fiscaux décennaux conservés de 1733 à 1784 ne concernent guère qu'artisans et commerçants regroupés en corporations, mais ne signalent pas toujours ceux d'entre eux que leur indigence a fait exempter d'impôt et ignorent nobles, clercs et fonctionnaires, journaliers et domestiques; quant aux listes de feux de 1719, 1734 et 1744, elles ne sont en fait que des listes de bourgeois mentionnant seulement le chef de ménage et il n'est pas toujours aisé d'apprécier leur représentativité exacte. Finalement, outre les registres paroissiaux, trois documents nous ont fourni les données les plus nombreuses: un très minutieux recensement de 1795 d'abord, qui indique pour chaque maison de la ville le nom de son propriétaire, celui du ou des chefs de ménage qui y habitaient, leur profession et le nombre total de personnes qui y vivaient; ce recensement se ressent certes d'avoir été effectué après la prise de Coblençe par les armées républicaines, mais ses indications sont suffisamment précises pour qu'on puisse retrouver combien de personnes avaient quitté la ville en 1794; ensuite une estimation chiffrée de la valeur de toutes les maisons de la ville établie en 1790, dont les données complètent et recourent celles du recensement et qui, bien utilisée, peut fournir des renseignements comparables à ceux des contributions mobilières du début de la Révolution en France; enfin un excellent livre de bourgeoisie mentionnant entre 1737 et 1797 le nom, la profession et la localité d'origine de tous les nouveaux bourgeois ainsi que de leurs épouses – soit en gros deux adultes sur trois – le tout susceptible d'être complété par des états de l'administration française (en particulier un remarquable mémoire statistique de l'An XII) et des chroniques du début du XIX<sup>e</sup> siècle.

Les contraintes résultant de la nature et des lacunes de la documentation ne laissaient guère le choix en matière de méthode. Pour l'étude démographique, la massivité des données rendait inévitable le recours aux sondages malgré leurs risques évidents (même s'ils sont surestimés); les imperfections des registres paroissiaux surtout rendaient illusoire une reconstitution aussi exacte que voulu de l'ensemble des caractéristiques démographiques de la ville. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes limités à l'aspect qui nous en a paru le plus significatif: le déficit démographique, d'autant que la richesse des renseignements fournis par le livre de bourgeoisie permettait une analyse précise et différenciée de l'immigration qui en compensait les effets.<sup>2</sup>

De la même manière, il nous a semblé risqué d'aborder l'étude de la société à l'aide d'une grille préétablie. Partant au contraire de ce qui était le moins difficilement saisissable, nous avons d'abord établi pour la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle

<sup>2</sup> Pour plus de précisions sur les aspects démographiques, voir notre article: La population de Coblençe au XVIII<sup>e</sup> siècle: déficit démographique et immigration dans une ville de résidence, *Annales de Démographie Historique* 1975, p. 291-341.

un certain nombre d'«indicateurs sociaux» grâce à l'analyse interne et à la confrontation entre elles des sources sérielles. L'insuffisance de la documentation ne permettant pas malheureusement d'élaborer des indicateurs culturels assez précis, nous avons dû faire surtout usage de critères socio-économiques, tels que l'activité professionnelle, le revenu, le niveau de fortune, l'habitat, le statut juridico-social etc. Ces instruments de mesure nous ont ensuite aidé à définir et à analyser les différents groupes sociaux représentés à Coblençe à la fin de l'Ancien Régime, leurs structures et leurs rapports réciproques, puis à remonter leur évolution tout au long du XVIII<sup>e</sup> siècle. Etant donné la disproportion existant entre les sources parlant de la fin de la période envisagée et les autres, cette méthode régressive présentait un danger: celui de la projection rétrospective et de l'anachronisme, prêtant au début du XVIII<sup>e</sup> siècle des traits valables seulement pour sa fin. Aléatoire si les structures sociales avaient connu une évolution sensible, la démarche régressive s'est au contraire révélée ici relativement féconde en raison de l'extrême stabilité des comportements partout constatée.

Trop souvent reconstruite en effet pour n'être qu'une simple illusion d'optique, cette stabilité – cet immobilisme est-on même tenté d'écrire – nous paraît bien la première caractéristique de la société de Coblençe au XVIII<sup>e</sup> siècle. Au niveau le plus superficiel, la stabilité du chiffre de la population en est une première manifestation: après une rapide récupération à la suite de la guerre de succession d'Espagne, la population urbaine se maintient pendant l'essentiel du siècle autour de 7000 habitants et sur la courbe retraçant cette évolution, la dépression provoquée par la guerre de succession de Pologne comme la courte phase de croissance enregistrée après 1780 ne sont guère plus que des variations de faible amplitude autour de ce séculaire niveau d'équilibre.

Mais cette stabilité n'est guère que la résultante de structures démographiques elles-mêmes pratiquement inchangées et avant tout caractérisées par l'incapacité des générations à assurer leur relève. En dépit en effet d'une natalité toujours élevée (40<sup>0</sup>/<sup>00</sup> en 1740–50, 38<sup>0</sup>/<sup>00</sup> en 1785–94) et malgré la rapide succession des naissances (l'intervalle protogénésique était en 1734–43 de treize mois et demi et les autres intervalles inférieurs à deux ans), la fragilité des unions (plus d'un adulte sur deux décédé entre 1775 et 1784 avait moins de soixante ans et plus d'un sur cinq moins de quarante ans) limitait le nombre moyen d'enfants à 4,5. Si bien qu'en raison du célibat féminin (16% en 1775–1784) et surtout de la permanence d'une très forte mortalité infantile et juvénile (22% au premier anniversaire et 40% au cinquième pour les mêmes années), le taux de remplacement de la population était de l'ordre de 0,85. La succession de crises de mortalité qui, sans être aussi catastrophiques que celles du XVII<sup>e</sup> siècle (même pour les pires, comme en 1743, 1762 ou 1795, le doublement des décès ne fut jamais atteint sur toute une année) scandèrent néan-

moins régulièrement tout le siècle sans diminuer d'intensité, sont la principale raison de cet impossible démarrage démographique. Quant à leur régularité, elle tient certes à la permanence du problème des subsistances en une région d'agriculture pauvre, mais plus encore aux fréquents passages de troupes provoqués par les guerres du XVIII<sup>e</sup> siècle et à l'insalubrité de la ville: chaque fois en effet que les décès l'emportèrent largement sur les naissances, l'épidémie (dysenterie, petite vérole etc.) en fut principalement responsable.

On comprend dès lors l'importance vitale de l'immigration sans le secours de laquelle Coblençe se serait progressivement étiolée. Les décrochages que l'on peut lire sur la pyramide des âges de l'An IX indiquent que plus du tiers des adultes présents dans la ville n'y étaient pas nés et ce pourcentage se montait même à 43% pour l'ensemble des personnes ayant acquis la bourgeoisie de Coblençe entre 1737 et 1797, soit en gros deux adultes sur trois. Vu le faible rayonnement de la ville, cette immigration se faisait surtout par appel à des localités voisines: 48% des nouveaux bourgeois étaient nés à moins de 25 kilomètres contre 15% seulement ayant parcouru plus de 120 kilomètres. Les différences de comportement étaient toutefois sensibles entre hommes et femmes: plus nombreux à venir de l'extérieur (53% d'immigrants chez les hommes contre 32% chez les femmes), les hommes étaient également originaires de régions plus lointaines: 40% d'entre eux venaient de localités situées dans un rayon de 25 kilomètres contre 60% des femmes et à l'inverse 20% des hommes avaient parcouru plus de 120 kilomètres contre 6% des femmes. Sur les deux tiers de siècle où l'observation statistique est possible, certains pourcentages peuvent, s'ils sont significatifs, être interprétés comme l'amorce d'une évolution, telle l'augmentation de la mobilité féminine (le pourcentage de femmes par rapport au total des immigrants passa en effet de 31% en 1737-1766 à 37% en 1767-1797). Mais même dans ce cas, ils ne suffisent pas à remettre en cause la permanence des structures d'ensemble de l'immigration dont témoignent aussi bien la stabilité du rapport entre bourgeois et non bourgeois que la stabilité du rapport entre bourgeois originaires de Coblençe et bourgeois venus de l'extérieur ou la parfaite identité d'une décennie sur l'autre de leur répartition par zones de provenance géographique et par professions.

Sur la fin du siècle, un certain nombre d'indices laissent pourtant pressentir l'évolution future de ces structures presque immobiles: nous avons déjà fait allusion à l'augmentation de la mobilité féminine; la très rapide montée des naissances illégitimes dans le dernier quart du siècle (allant jusqu'à 12% du total des naissances en 1796), l'apparition timide d'une minorité protestante à partir de 1783 (1% de la population à l'arrivée des troupes républicaines) et les tout débuts de progrès sanitaires avec en particulier l'ouverture d'une école de sage-femmes – vont dans le même sens. Mais trop tardives ou trop

limitées, ces innovations n'arrivèrent pas à modifier la stabilité séculaire des comportements.

La même impression prévaut quand on aborde l'étude des activités de la ville et de ses structures sociales. Au début comme à la fin du siècle, Coblençe, malgré sa situation favorable au carrefour de deux grandes voies de circulation et d'échange, reste une ville sans grande signification économique, même si le commerce et l'artisanat sont l'activité de la majorité de ses habitants. Sur les 135 ménages de commerçants recensés en 1795, les trois quarts au moins faisaient davantage figure de boutiquiers que de négociants; sans envergure ni dynamisme, le commerce de Coblençe ne manifesta jamais un réel désir de remettre en cause la médiocrité de ses spéculations et le cadre étroit dans lequel elles se tenaient limitées, et comme le notait un contemporain, *tout se bornait pour le commerce extérieur à la vente des productions du pays (vins et bois) que les étrangers venaient eux-mêmes y chercher en y amenant les objets d'industrie et de consommation qui lui manquaient; le commerce de l'intérieur n'était qu'un échange de denrées, de bétail et de productions minérales ou agricoles entre quelques cantons voisins qui se les procuraient mutuellement.*

Dans l'artisanat d'autre part qui, par ses effectifs, venait en tête des activités économiques de la ville, les secteurs de service et de transformation assurant la satisfaction des besoins de la clientèle urbaine ou ceux de la proche campagne étaient pratiquement les seuls représentés: quel contraste entre les 110 ménages employés dans le bâtiment en 1795, les 103 ménages travaillant dans l'alimentation, les 68 ménages de cordonniers et savetiers d'une part – et les 17 ménages de tisserands ou les 7 ménages de tanneurs d'autre part; à cette date, le *Versorgungshandwerk* pour reprendre une expression des économistes allemands, faisait vivre 93% des ménages d'artisans contre 7% seulement pour le *Ausfuhrhandwerk*.

En fait, ce n'étaient pas ses activités économiques fort médiocres qui caractérisaient Coblençe, mais son rôle de capitale. En raison en effet de la configuration de l'Electorat de Trèves, étiré le long de la Moselle, Coblençe partageait avec Trèves la direction des deux ensembles entre lesquels il se partageait, l'*Ober-Erzstift* et le *Nieder-Erzstift*; direction administrative et judiciaire manifestée par la présence de plusieurs administrations centrales et des tribunaux d'appel, mais aussi religieuse avec un «commissariat archiépiscopal», une officialité et un très gros collège jésuite. Longtemps certes, Coblençe ne fut pas capitale au sens plein du terme: le chapitre cathédral, la plus haute autorité de l'Electorat, résida jusqu'à la conquête française à Trèves et si l'Electeur avait abandonné cette ville à partir de 1690, ce fut pour résider jusqu'en 1786 sur la rive droite du Rhin à Ehrenbreitstein. Mais un bac reliait en permanence les deux villes, c'était à Coblençe que se trouvaient les hôtels des familles nobles les plus influentes et que de nombreux hauts-fonctionnaires

avaient aussi leur résidence. Son statut d'ailleurs confirmait que Coblençe était bien une *Haupt- und Residenzstadt*: tentée au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle par l'immédiateté d'Empire, elle avait été soumise au pouvoir de l'Electeur par Jean VI de la Leyen (1556–1567) qui lui avait retiré à peu près toute autonomie municipale et réduit en fait son Conseil au rang d'un organe de l'administration électorale.

Il n'y a dans ces conditions rien de surprenant à constater que, dans l'ensemble, les structures socio-professionnelles de la ville restèrent les mêmes au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle. La preuve la plus nette nous en est fournie par le livre de bourgeoisie, où la répartition des nouveaux bourgeois par profession s'opère d'une manière identique de 1737 à 1797. En 1737–1766, 60,8% des inscrits étaient des artisans et des boutiquiers, 11,7% des commerçants et 21,9% appartenaient aux classes inférieures (journaliers, bateliers etc.); or les pourcentages respectifs en 1767–1797 étaient de 59,6%, 11% et 22,9%. Les divers recoupements que l'on peut faire par ailleurs et le fait que le pourcentage de ménages possédant la bourgeoisie ne se soit pas modifié au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, amènent à penser que cette stabilité n'était pas propre à la moyenne et à la petite bourgeoisie, mais s'appliquait à la totalité de la population urbaine et par voie de conséquence à l'ensemble des rapports sociaux.

Là encore, stabilité n'est pas synonyme d'immobilisme et à l'intérieur du cadre ainsi dessiné, plusieurs évolutions sont discernables. C'est ainsi que dans le monde des métiers où cette stabilité fut peut-être la plus nette, on vit se réduire progressivement la part des activités »industrielles« (déjà minoritaire au début du siècle, le *Ausfuhrhandwerk* qui comptait 8,3% des inscriptions de nouveaux bourgeois de 1737 à 1766 n'en représentait plus que 5,2% pour les trente années suivantes), tandis que le bâtiment, stimulé par la construction du nouveau château électoral décidée par le dernier électeur de Trèves, Clément-Wenceslas de Saxe, accroissait pendant le même temps ses effectifs de 40%. Mais ces évolutions modifièrent d'autant moins les structures d'ensemble de l'artisanat et sa place dans l'économie et la société urbaine, qu'elles résultèrent non du dynamisme propre de l'économie de Coblençe, mais d'impulsions extérieures à elle: de ce fait, ces évolutions font davantage figure de reclassements internes que d'amorces d'un changement en profondeur.

Il en allait de même de la mobilité sociale. Car dans cette société où l'endogamie était partout très élevée et où, nous y reviendrons, de profonds clivages séparaient les grands groupes sociaux les uns des autres, les ascensions sociales s'opéraient lentement. Pour ne citer qu'un exemple, le passage de la bourgeoisie à la haute administration électorale – qui demandait toujours au moins deux générations – ne se faisait que par des filières étroites (études universitaires, exercice d'une profession libérale, entrée au Conseil) et donc à titre individuel, par un processus de sélection et d'agrégation qui préservait la cohésion

interne de la classe dirigeante urbaine et la distance la séparant du reste de la population.

Sur ce fond, les multiples efforts déployés par l'administration électorale »éclairée« dans le dernier tiers du XVIII<sup>e</sup> siècle pour moderniser l'économie et la société, comme les proclamations révolutionnaires de peu postérieures, apparaissent assez dérisoires et leur caractère souvent fébrile – comme si l'on tentait en un instant de rattraper la longue somnolence des décennies antérieures – ne fait que mieux ressortir l'immensité de la tâche à accomplir pour faire avancer cette »histoire immobile«.

Cette stabilité à son tour contribue largement à ce qui nous a paru être la seconde caractéristique de la société de Coblençe au XVIII<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire son archaïsme relatif. En un siècle en effet où l'on a assez généralement constaté un recul de la mort voire les prémises de la »révolution démographique«, Coblençe ne se singularise-t-elle pas sinon par le niveau de sa natalité, du moins par la permanente sensibilité de sa population aux crises, avec pour conséquence le maintien d'un taux de mortalité élevé et surtout d'une très forte mortalité infantile et juvénile, comme si l'»ancien régime démographique« y demeurait intact?

On peut aussi interpréter comme signe d'archaïsme le fait que même à la fin du siècle, les journaliers qui représentaient un bon dixième de la population urbaine et constituaient ainsi l'élément le plus nombreux et le plus représentatif des classes inférieures, étaient dans la proportion d'un sur trois propriétaires de leur maison, et ceci alors qu'il semble bien qu'ils se soient relativement appauvris au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle. Comparé à celui des autres catégories sociales, un tel pourcentage est certes bas (48% des ménages urbains étaient propriétaires en 1790); il suffit néanmoins à prouver que l'on ne saurait encore parler à propos de Coblençe d'un prolétariat au sens moderne du terme, comparable à celui qui émergeait alors dans les villes les plus importantes et les plus industrielles de l'Empire comme Berlin ou Hambourg.

Le cas de l'artisanat est à cet égard encore plus significatif; par le nombre des ménages qu'il faisait vivre – un sur trois – l'artisanat demeura d'abord toujours le premier secteur d'activité de la ville; à l'exception ensuite du bâtiment où à la suite de la forte croissance de la fin du siècle, se mirent en place des formes d'organisation capitalistes opposant à une minorité d'entrepreneurs détenteurs des moyens de production un nombre élevé de compagnons et d'apprentis prolétarisés, on constate partout ailleurs un extrême morcellement des tâches, la prédominance d'ateliers familiaux qui dans la majorité des cas n'employaient même pas un compagnon, et, compte tenu de la subtile hiérarchie existant entre les divers métiers, une relative similitude des niveaux de fortune à l'intérieur de chaque profession. Cette prédominance des formes

de production traditionnelles n'était au reste pas propre à la seule ville de Coblenche, mais caractérisait d'une manière plus générale l'économie de l'Electorat dont le retard industriel se traduit par un vaste blanc sur la carte des manufactures en Rhénanie, et qui se révéla incapable à la fin du siècle de nourrir une population en constante croissance et de ce fait contrainte à l'émigration.

Dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, le surpeuplement de certains métiers qui conduisit l'administration à y fermer l'accès la maîtrise en 1778 puis en 1789, la réduction d'autorité en 1789 du nombre des maîtres de 65 à 50 dans la corporation des cordonniers ou le fait qu'en 1795 un ménage d'artisan sur six se trouvait en-dessous du »seuil de pauvreté« – révélaient les difficultés auxquelles un nombre croissant de professions se trouvaient confrontées et l'inadaptation grandissante des structures traditionnelles. Or il est frappant de noter que face à ces menaces, artisans et boutiquiers ne virent d'autre défense que dans un respect plus scrupuleux des règlements traditionnels et dans un renforcement de l'exclusivisme corporatif, manifestant ainsi une réaction de repli sur soi et une préférence avouée pour des solutions de nature conservatrice.

Même si enfin nous n'avons pas pu consacrer à l'observation des mentalités toute l'attention que nous aurions désirée, les nombreux indices d'attachement aux mentalités traditionnelles que nous avons rencontrés, particulièrement en matière religieuse, ne laissent pas d'être convaincants par leur convergence et leurs recoupements avec ce que nous avons déjà constaté par ailleurs. A peine touchée par la Réforme, Coblenche, où les Jésuites avaient installé en 1580 un très gros collège, était devenue dès la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle un bastion du catholicisme tridentin et anti-protestant en une région de »frontière« où les contrastes confessionnels étaient particulièrement accusés – ce qui lui avait d'ailleurs valu d'être appelée par des chroniqueurs du XVII<sup>e</sup> siècle *das fromme Coblenz*. Or, si l'on s'en tient aux formes extérieures de la vie religieuse, une telle dénomination semble pouvoir être également appliquée à la Coblenche du XVIII<sup>e</sup> siècle. Les visites pastorales ne signalent pas de manquements à la communion pascale, les fêtes religieuses et la Fête-Dieu en particulier, où toute la ville défilait en corps derrière l'archevêque portant le Saint-Sacrement, continuent d'être les grands moments de la sociabilité urbaine, le nombre de communions distribuées à l'église du couvent des franciscains, en plein quartier populaire, reste stable jusqu'à la Révolution, comme, semble-t-il, le montant des dons et des fondations pieuses.

S'il n'est pas sûr d'autre part que la chute brutale des professions religieuses à partir de 1780 soit dûe exclusivement à l'offensive antimonastique déclenchée par Clément-Wenceslas de Saxe sous l'influence des idées de l'»Aufklärung«, il n'en reste pas moins qu'on ne dénote aucun signe de raréfaction des vocations dans le clergé séculier. Un recensement de 1788 s'étendant au contraire à l'ensemble du clergé paroissial de l'Electorat révèle l'image d'un clergé

presque surabondant – on comptait à cette date un prêtre séculier pour 420 habitants –, jeune – deux prêtres sur cinq avaient moins de quarante ans –, assez médiocrement formé, puisqu'il fallut attendre 1784 pour ne plus admettre à la cure des âmes que des prêtres d'abord passés par un séminaire – et souvent (parce que trop nombreux?) attaché à des tâches subalternes et peu rémunérées. A Coblençe même, la moitié des séculiers présents dans la ville à cette date s'adonnaient à des tâches non pastorales, qui comme précepteur, qui comme secrétaire, et tous, tant s'en faut, n'étaient pas de jeunes prêtres en attente d'un premier ministère.

La persistance d'un très vif esprit de »frontière de catholicité« est encore plus frappante dans la mesure où elle fait contraste avec l'apaisement des rivalités confessionnelles qu'on observe alors généralement dans l'Empire. Ce qui ressort en effet avant tout de la carte de l'immigration vers Coblençe, c'est le caractère déterminant de cette frontière religieuse, plus impérieuse que les frontières politiques ou naturelles et qui sépare les Allemagnes en deux blocs humains étrangers l'un à l'autre. Le tracé capricieux de cette frontière et la situation en pointe de Coblençe face à des territoires luthériens ou réformés expliquent que la carte de l'immigration ne soit pas une carte concentrique où l'attraction vers la ville est essentiellement fonction de la plus ou moins grande distance par rapport à elle – mais au contraire une carte où à proximité immédiate de Coblençe, des zones entières étaient pratiquement vides, telles le Hunsrück ou les principautés de Nassau, tandis que d'autres, plus lointaines mais catholiques, participaient davantage au mouvement migratoire: c'est ainsi que les immigrants venus de France, de Suisse et d'Italie furent plus nombreux que ceux originaires de Prusse, de Saxe ou du Hanovre. En sens inverse, ces échanges de population qui allaient des Pays-Bas autrichiens à la Hongrie et de la Westphalie du Nord au Milanais, sont une manifestation de la solidarité humaine et culturelle qui liait entre eux les différents états catholiques et plus particulièrement les principautés ecclésiastiques de l'Empire – et dont la diffusion de l'architecture baroque est peut-être l'expression la plus spectaculaire. Cette solidarité au reste dépasse l'époque moderne pour appartenir à la longue durée et se perpétue par exemple jusqu'à nos jours en Allemagne Fédérale par des votes souvent majoritaires en faveur de la démocratie chrétienne.

La décision prise par l'Electeur en 1783 – donc à une date tardive – d'accorder aux protestants une tolérance partielle, pour favoriser le commerce et l'industrie de ses Etats, allait donner à cet intransigent catholicisme de frontière une occasion de se manifester dans toute sa vigueur. Indirectement d'abord, en obligeant les autorités électorales, qui savaient qu'elles ne pouvaient compter sur l'assentiment de la majorité du clergé et de la population, à entourer cette décision de multiples réserves et précautions qui en atténueraient le plus possible la portée scandaleuse: tolérance accordée à ceux-là seuls qui

pourraient justifier d'une fortune suffisante, interdiction de tout culte public, obligation de payer un impôt supplémentaire, interdiction faite à tous les religieux de critiquer la tolérance en chaire, sous peine d'expulsion etc. Directement ensuite en exerçant sur les nouveaux venus une pression constante pour les amener à se convertir, comme l'atteste la montée des abjurations consignées sur les registres paroissiaux, montée d'autant plus significative d'une hostilité massive et maintenue, qu'au même moment les baptêmes de juifs diminuaient notablement et que, dès les débuts de la Révolution en France, l'administration électorale inquiète, reprenant d'une main ce qu'elle avait accordé de l'autre, mit de nouvelles entraves à la venue et à l'activité des protestants.

Trois traits enfin viennent montrer que cet attachement à la religion traditionnelle, loin de se limiter à une fidélité extérieure, s'exprimait au plus profond des comportements. La mauvaise volonté du Conseil, mécontent d'être réduit au rôle d'un simple exécutant comme les répugnances des donateurs à admettre une gestion centralisée des secours à domicile furent largement responsables de l'échec des réformes ambitieuses entreprises par la « commission des pauvres » dans les années 1770–1780 pour éliminer la mendicité par le travail et rationaliser les secours aux pauvres domiciliés. Mais qu'exprimait cette mauvaise volonté, sinon d'abord la résistance de mentalités conservant une vision chrétienne du pauvre et de la pauvreté, l'acceptant comme une donnée naturelle et inévitable, attachées aux formes traditionnelles et personnelles de la charité et heurtées par l'esprit autoritaire, répressif, utilitaire et réformateur qui inspirait les projets de l'administration – témoins ces nobles qui continuaient d'estimer inséparable de la grandeur de leur maison le nombre de pauvres présents à la porte de leur hôtel. Il semble bien d'autre part, à en juger par l'indice anormalement bas des conceptions que nous avons calculé pour le mois de mars pendant les années 1751–1797, que les couples aient respecté l'abstinence quadragésimale jusque dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. Quant à la permanence des crises et d'une mortalité élevée que nous avons déjà soulignée, elle nous paraît aller de pair avec une attitude face à la mort faite essentiellement d'acceptation résignée sinon de fatalisme : timides et tardives lors de l'épidémie de dysenterie de 1743, les initiatives prises par le Magistrat furent quasiment inexistantes en 1750 ou en 1762, non que l'on se désintéressât de la chose, mais face à la mort collective ressentie comme une destinée et une punition du Ciel, le souci d'une « bonne mort » et le désir de conjurer la colère divine l'emportaient sur toute autre considération et l'on s'en remettait d'abord aux prières publiques, aux processions et aux jeûnes. Diverses mesures prises par l'administration dans le dernier tiers du siècle à l'initiative du corps médical sont certes signe d'une évolution des mentalités, au moins dans certains secteurs de la société. On reste néanmoins frappé de la lenteur avec laquelle ces impulsions furent suivies : c'est ainsi que les pre-

mières marques d'une action énergique engagée par le Conseil contre une épidémie ne datent que des années 1780.

L'ensemble des traits ainsi relevés dessinent l'image d'une société restée profondément traditionnelle et dont les structures mentales et sociales ne furent qu'à peine touchées par l'évolution séculaire. Et si la diversité des attitudes souvent constatée à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle interdit de généraliser d'une manière abusive, il n'en reste pas moins que ces vertus conservatrices s'incarneraient le mieux dans le milieu le plus nombreux, le plus stable et le plus représentatif de la société urbaine: celui de la »bourgeoisie« des artisans et marchands attachés dans défiance au droit de bourgeoisie (qui ne connut à Coblençe aucune défaveur dans la seconde moitié du siècle), au système des corporations et aux valeurs traditionnelles. Son attitude pendant la Révolution en apporte a posteriori confirmation: attentistes pendant les premières années de l'occupation française, les corporations ne tardèrent pas à se ranger dans le camp de ses adversaires; aux élections de 1797, les métiers élirent au Conseil sept anti-révolutionnaires déclarés; d'autre part, malgré leur interdiction légale, les corporations continuèrent de mener une existence de fait, obligeant même la municipalité à intervenir militairement contre elles et dès que, sous l'Empire, l'hostilité officielle se relâcha à leur égard, elles réapparurent au grand jour.

Ce conservatisme profond n'est peut-être rien d'autre que la conséquence de ce qui nous est apparu comme la troisième caractéristique de la société de Coblençe: le poids de la dépendance vis-à-vis de l'Electeur et plus généralement du pouvoir.

La répartition de la population par grands secteurs d'activité met ce fait en lumière: au sens strict en effet, un cinquième de la population – clergé, fonctionnaires de tous ordres, nobles de la cour, officiers etc. – vivaient directement au service du prince-archevêque à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Mais nous avons déjà fait remarquer que le commerce de Coblençe se cantonnait pour l'essentiel à satisfaire la consommation de la ville et que dans l'artisanat, les métiers travaillant également pour la clientèle urbaine avaient une prépondérance écrasante: comment dès lors ne pas penser qu'ils se trouvaient à leur tour largement au service de cette clientèle nombreuses et souvent riche – et par là même indirectement dépendants de l'Electeur et de son entourage? Deux chiffres apportent confirmation de cette dépendance de fait du commerce et de l'artisanat: la très forte croissance du secteur du bâtiment – passant de 10,5% des inscrits sur le livre de bourgeoisie entre 1737 et 1766 à 14,4% entre 1767 et 1797 (soit une progression de 40%) – fut avant tout provoquée par la construction de la nouvelle résidence électorale à partir de 1777 puis par l'extension de la ville en direction du Rhin avec l'édification de la *Neustadt* qui faisait face au château; quant à la croissance du nombre des

commerçants dans les années quatre-vingt (alors qu'ils représentaient en moyenne un peu plus de 11 % des inscrits de 1737 à 1786, ils en représentèrent 14 % de 1787 à 1797), elle fit suite à l'installation de la Cour et de nombreuses familles de hauts fonctionnaires dans le château et le quartier nouvellement construits. Ainsi peut-on estimer que l'essentiel des activités de Coblençe se trouvaient, directement ou indirectement dans la dépendance de ses fonctions de capitale, justifiant amplement sa dénomination de *Residenzstadt*.

Cette réalité à son tour contribue à expliquer que les grands groupes sociaux présents dans la ville se définissent pour l'essentiel en fonction de leur rapport au pouvoir politique et religieux – en cet Electorat ecclésiastique encore plus étroitement liés qu'ailleurs. L'analyse des différentes catégories sociales nous a en effet montré qu'elles n'étaient pas comparables parce que de nature différente et que leur importance réelle dans la société n'avait que peu de rapports avec leur importance numérique. Deux ensembles seulement nous ont paru être à la fois assez importants par leurs effectifs et surtout assez homogènes pour pouvoir être considérés comme de véritables unités: la «classe dirigeante politique et administrative» d'une part et la «bourgeoisie» au sens institutionnel du terme de l'autre. A la première appartenaient avant tout les hauts fonctionnaires roturiers ou anoblis, tels les conseillers auliques ou de gouvernement, les conseillers à la chambre ou les juges des différentes tribunaux (ceux que les documents de l'époque regroupent sous le vocable commun de *Beamtenstand*) –, les chanoines des deux chapitres de St-Castor et St-Florin, tous issus de familles de la haute administration électorale et eux-mêmes souvent chargés de responsabilités administratives diverses, ainsi que les membres des professions libérales (médecins, pharmaciens, avocats . . .) qui, bien moins nombreux que les hauts fonctionnaires et souvent apparentés à eux, vivaient en fait dans leur orbite. Quant à la seconde, elle regroupait la plus grande partie des membres des corporations ainsi que la majorité des commerçants, soit en d'autres termes la moyenne et la petite bourgeoisie. Numériquement, ces deux grands groupes étaient certes minoritaires, car s'ils regroupaient 65 % de la population urbaine à la fin du siècle, c'était en comptant avec eux leur domesticité; sans elle, ils ne représentaient plus que 48 % de la population. Néanmoins, ils l'emportaient sur les autres catégories sociales trop minoritaires, instables, marginales ou dépendantes, en raison de leur cohésion interne, de leur stabilité, de la solidité de leur implantation dans la ville et de leur mentalité propre. Un indice au reste vient souligner leur position dominante de fait et leur enracinement: tout minoritaires qu'ils fussent, ils n'en détenaient pas moins à la fin du siècle près de 80 % du capital immobilier bâti.

C'est ainsi que la quinzaine de familles de la *Reichsritterschaft* qui possédaient un hôtel à Coblençe – tels les Leyen, les Elz, les Metternich, les Bürresheim ou les Hohenfeld – échappaient en réalité à la société urbaine. Fortes

et fières de l'ancienneté de leurs lignages et de l'immédiateté d'Empire de leurs possessions, elles dominaient de très haut la société rhénane, accaparant les prébendes cathédrales, les charges de cour voire les sièges épiscopaux dans toute la Rhénanie moyenne et ne résidaient qu'épisodiquement à la ville, vivant repliées sur elles-mêmes et souvent apparentées, dans un orgueilleux et méprisant isolement. Mais il en allait de même – pour des raisons toutefois opposées – de ces personnes infiniment plus nombreuses qui, appartenant aux classes inférieures ou à la domesticité, se trouvaient à l'autre extrémité de l'échelle sociale et représentaient un ménage sur quatre et près d'une personne sur trois présents à Coblence à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Exerçant un travail sans qualification, le plus souvent irrégulier, et procurant dans le meilleur des cas des ressources à peine suffisantes à leur entretien, journaliers et à un moindre degré domestiques se signalaient d'abord par un niveau de vie proche de la pauvreté (un ménage de journalier sur deux pouvait être considéré comme pauvre à Coblence à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle). Originaires à plus de 80% d'une campagne qu'ils avaient trop souvent quittée par manque de ressources, vivant dans un état de dépendance constante, habitant des logements exigus et insalubres dont ils étaient rarement propriétaires, souvent rejetés à la périphérie ou dans les quartiers dégradés de la ville, ils étaient avant tout des »exclus«. Menacés en permanence par la maladie, la pauvreté et la misère, instables, gardant une mentalité de ruraux et dans leur écrasante majorité analphabètes, exclus des droits et franchises de la bourgeoisie, dépourvus de tout pouvoir, sans espoir d'ascension sociale, ils formaient une masse sans cohérence ni cohésion et essentiellement marginale, agrégat d'individus que ne rassemblait aucune conscience d'appartenance collective mais qui s'opposaient presque trait pour trait au reste d'une population qui, ne pouvant se passer d'eux, les tolérait sans les accepter.<sup>3</sup> Trop peu nombreux pour pouvoir s'affirmer et surtout trop marqués par leur différence religieuse, les Juifs (2% de la population) et les protestants (1% à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle) se trouvaient eux aussi maintenus à l'écart dans un relatif isolement. Quant aux milieux des négociants et entrepreneurs ou des petits fonctionnaires, eux aussi trop minoritaires et surtout trop mouvants et hétérogènes pour pouvoir intervenir de manière spécifique et active dans le jeu des structures sociales, ils avaient essentiellement pour fonction de servir de relais entre les deux grands ensembles que formaient la »bourgeoisie« et la classe dominante.

Or si ces deux ensembles ont en commun d'être nombreux, homogènes et spécifiquement urbains, ils s'opposent presque trait par trait quant à leurs caractéristiques propres, tandis que demeure inchangé le rapport de subordination qui les lie l'un à l'autre. C'est d'abord à leur nombre qu'artisans et com-

<sup>3</sup> Voir à ce sujet notre article: *Unterschichten und Armut in rheinischen Residenzstädten des 18. Jahrhunderts*, *Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte* 1975 Heft 4, p. 432-464.

merçants devaient leur importance: groupant près de 47% de la population urbaine, et encore près de 40% si l'on ne tient pas compte de leur domesticité, ils étaient le premier groupe urbain et occupaient ainsi une position centrale dans la société, position renforcée par le fait qu'ils s'identifiaient pratiquement à la «bourgeoisie» de statut dont le Conseil était pour moitié l'émanation, ce qui faisait d'eux le milieu le plus représentatif de la société urbaine. Or c'est dans cet ensemble cohérent et homogène que semble le mieux s'incarner la stabilité à laquelle nous avons précédemment fait allusion et l'attachement aux valeurs traditionnelles – ce qui explique qu'en fin de compte, cette petite et moyenne bourgeoisie qui vivait repliée sur elle et à qui la médiocrité de sa fortune et de ses activités interdisait toute ambition, ait accepté sa position subordonnée et n'ait jamais vraiment remis en cause la domination de la classe dirigeante en qui se concentrait l'élite du pouvoir, de l'argent et des talents.

Nettement moins nombreuse – 18% de la population avec sa domesticité mais à peine plus de 10% sans à la fin d'un siècle qui a vu, par contraste avec la stabilité bourgeoise, ses effectifs croître légèrement –, cette élite dont les contours dépassent les notions d'ordre, puisqu'on y rencontrait des nobles, des clercs et des roturiers, se caractérise d'abord par la distance qui la séparait du reste de la population et qui, tout en lui assurant une incontestable prééminence, amène à penser qu'elle était plus dans la ville que de la ville. Aucune des familles qui la compose ne possédait en effet le droit de bourgeoisie et si, par l'intermédiaire des «échevins de la haute justice» (*Hochgerichtschöffe*), elle participait à égalité avec la «bourgeoisie» à la gestion des affaires de la cité, elle y représentait non tant les intérêts et les vœux de la population urbaine que ceux de l'Electeur, avant tout soucieux de s'assurer l'obéissance de la ville. L'étude des origines familiales de cette élite la montre d'autre part très fermée sur elle, composée de familles au service de l'Electeur depuis des générations, accaparant pour les plus prestigieuses d'entre elles les plus hauts postes de responsabilité administrative (chancelier) et religieuse (évêque-auxiliaire), tels les Hontheim, les Coll, les Eyss ou les Lassaulx. Enfin, l'entrée dans ce milieu à partir de la bourgeoisie ne s'opérait que lentement, par des filières étroites, ce qui préservait la cohésion interne de l'élite et la distance la séparant du reste de la population. La carte de son habitat révèle à sa manière ce clivage, qui montre la classe dirigeante presque absente du cœur ancien et bourgeois de la ville, et concentrée en revanche à proximité du palais électoral ou dans les rues plus récentes construites en direction du Rhin.

Cette distance à son tour renforçait la supériorité de l'élite et le caractère incontesté de sa domination. Cela tenait d'abord à l'exercice du pouvoir au service de l'Electeur-archevêque, qui constituait son principal élément de cohésion, sa raison d'être, mais aussi le fondement de sa puissance. Ce même pouvoir lui conférait aussi un rayonnement et une influence qui ne se limi-

taient pas à la ville, mais s'étendaient au Bas-Electorat, voire à l'ensemble de l'Electorat. Cette supériorité était ensuite d'ordre culturel: obligée en quelque sorte par fonction d'avoir une formation universitaire de haut niveau, l'élite concentrait en elle tout le dynamisme culturel de Coblençe: il suffit à cet égard de mentionner que près de 40% des élèves du collège en étaient issus à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Elle reposait enfin sur une richesse très largement supérieure à la richesse bourgeoise et que la part de la fortune immobilière détenue dans la ville par la classe dirigeante (40%) n'exprime que partiellement, puisqu'elle reposait plus encore sur des propriétés foncières situées en dehors de ses murs.

D'où vient une telle concentration des moyens de domination aux mains d'un groupe numériquement restreint – avec pour conséquence un prestige que l'évolution séculaire semble avoir plus renforcé qu'amoindri et qui faisait de l'accession à cette élite du pouvoir l'idéal de toute famille désireuse de se hisser dans la hiérarchie sociale? Il semble qu'à côté de raisons structurelles – économie essentiellement agricole, faible développement des villes et des activités d'échange, puissance sociale et institutionnelle de l'Eglise –, il faille faire intervenir les conséquences de la guerre de Trente Ans. D'un côté en effet, elle entraîna un repli des villes et de leurs activités économiques, et donc un recul de la bourgeoisie, et de l'autre, elle favorisa le renforcement du pouvoir politique du prince territorial, mais aussi la puissance socio-économique de la noblesse et de l'Eglise (dont le prince dépend et sur qui il s'appuie) en tant que reposant sur la domination de la terre.

Cette évolution qui renforça la distance séparant la classe dirigeante du reste de la population urbaine fut largement responsable de l'immobilisme des structures sociales. Les éléments les plus riches et les plus dynamiques de la bourgeoisie étaient en effet aspirés par l'élite à laquelle ils cherchaient à s'agréger et se trouvaient par là incapables de donner naissance à une élite concurrente, laissant ainsi le champ libre à l'entreprise de groupes minoritaires, marginaux et souvent étrangers (Italiens, Juifs et protestants pour le commerce par exemple) qui, pour cette raison, ne modifiaient pas le jeu des structures sociales en dehors desquelles ils étaient tenus.

En sens inverse, il est frappant de constater que l'initiative des changements ou innovations survenus dans le dernier tiers du XVIII<sup>e</sup> siècle émane toujours de cette élite dont le dynamisme fait un singulier contraste avec le conservatisme bourgeois – qu'il s'agisse des efforts en faveur de l'hygiène publique (lutte contre les épidémies, ouverture d'une école de sage-femmes etc.) ou de la lutte contre la mendicité (avec l'ouverture en 1769 d'un *Zuchts- und Arbeitshaus* puis quelques années plus tard d'une *Armenschule*), des incitations au progrès économique (construction de routes, tentatives pour assouplir le cadre corporatif, politique d'encouragement aux entrepreneurs étrangers), du développement considérable de l'enseignement primaire (trois enfants d'âge

scolaire sur quatre étaient scolarisés à la fin du siècle et Coblence avait même depuis 1784 une école normale) ou de l'immense effort de rénovation de la vie religieuse dont le fébronianisme ne fut que l'aspect le plus spectaculaire.

On ne peut comprendre un tel dynamisme sans évoquer la pénétration de l'«Aufklärung» à Coblence dans le dernier quart du siècle, car elle aussi accentua le contraste entre la classe dirigeante et la bourgeoisie. A Coblence en effet, comme dans bien d'autres villes de l'Empire, la diffusion des idées nouvelles ne paraît guère avoir franchi les limites de l'élite, qui s'identifia au contraire progressivement au «milieu des Lumières». Or par ses principaux thèmes comme par ses sources d'inspiration, l'«Aufklärung» se situait dans une perspective radicalement différente de celle de la mentalité traditionnelle, car elle fut avant toute chose un dépassement des oppositions confessionnelles. La ligne de partage ne passait plus maintenant entre catholiques et protestants, mais entre partisans des idées nouvelles – qu'ils soient catholiques ou protestants – et tenants des conceptions traditionnelles et à l'inverse de la bourgeoisie qui restait attachée à la version traditionnelle du catholicisme, la classe dirigeante de Coblence s'ouvrit maintenant toute grande aux courants nés dans cette Allemagne protestante contre laquelle elle s'était jusque là hermétiquement fermée.

Ainsi l'ouverture de Coblence à l'«Aufklärung», si elle rend compte d'une partie des évolutions qui marquèrent la fin du siècle, resta-t-elle limitée à un milieu social restreint, qu'elle contribua à séparer encore davantage du reste de la population. Le mouvement cisrhénan en apporte a posteriori témoignage, qui recruta l'essentiel de ses partisans dans cette élite intellectuelle ou sur ses marges, dont les préoccupations furent plus philosophiques et morales que politiques et sociales, et qui ne rencontra presque aucune écho dans la masse de la population urbaine.

Au terme de cette présentation, une question se pose à laquelle notre enquête ne saurait apporter de réponse satisfaisante: dans quelle mesure le «modèle» proposé pour Coblence s'applique-t-il à d'autres villes de l'Empire au XVIII<sup>e</sup> siècle? Les très nombreuses similitudes que l'on peut relever entre Coblence, Bonn<sup>4</sup> et à un moindre degré Mayence,<sup>5</sup> toutes trois capitales des électors ecclésiastiques rhénans, amènent à penser qu'il vaut pour la majorité des villes de résidence rhénanes. Mais la bourgeoisie de Coblence rappelle par bien des aspects la «*kleinbürgerliche Familie*» vigoureusement campée par H. Möller,<sup>6</sup> et les ressemblances sont également frappantes avec la petite ville de Fulda étudiée par H. Mauersberg<sup>7</sup> comme avec celle de Passau, autre

<sup>4</sup> cf E. ENNEN, *Geschichte der Stadt Bonn*, II, Bonn 1962.

<sup>5</sup> cf F. G. DREYFUS, *Sociétés et mentalités à Mayence dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris 1968.

<sup>6</sup> H. MÖLLER, *Die kleinbürgerliche Familie, Verhalten und Gruppenkultur*, Berlin 1969.

<sup>7</sup> H. MAUERSBERG, *Wirtschaft und Gesellschaft der Stadt Fulda in neuerer Zeit*, Göttingen 1969.

résidence ecclésiastique étudiée par G. M. Ott<sup>8</sup> voire avec la Weimar goethéenne de H. Eberhardt et W. H. Bruford.<sup>9</sup> Enfin, Coblence ne laisse pas d'évoquer par les grands traits de sa structure la Vienne si lumineusement comparée à Hambourg par O. Brunner, où nobles et hauts fonctionnaires tenaient le haut du pavé et donnaient le ton à la ville, tandis que la bourgeoisie était à peu près dépourvue de toute importance.<sup>10</sup> Valable incontestablement pour les petites résidences ecclésiastiques, notre « modèle » peut-il être dès lors étendu, en une généralisation « weberienne » aux villes de résidence catholiques de l'Empire, voire à l'ensemble des villes de résidence? La généralisation est tentante même si elle est risquée; mais dans l'état actuel de la recherche, on ne peut au mieux que formuler des hypothèses, car manquent encore les études comparatives, typologiques et quantitatives qui pourraient apporter quelques éléments de certitude.

---

<sup>8</sup> G. M. OTT, *Das Bürgertum der geistlichen Residenzstadt Passau in der Zeit des Barock*, Passau 1961.

<sup>9</sup> H. EBERHARDT, *Goethes Umwelt. Forschungen zur gesellschaftlichen Struktur Thüringens*, Weimar 1951, et W. H. BRUFORD, *Culture and society in classical Weimar, 1775-1806*, Cambridge 1962.

<sup>10</sup> O. BRUNNER, *Hamburg und Wien, Versuch einer sozialgeschichtlichen Konfrontierung, 1200-1800*; in: O. BRUNNER, H. KELLENBENZ, E. MASCHKE, W. ZORN (Hrsg.), *Festschrift Hermann Aubin*, Wiesbaden 1965, T. II, p. 479-494.